



Lyon, le 25 septembre 2024

## À Lyon et autour, déjà des centaines d'enfants et leurs familles à la rue, hébergés dans des écoles ou menacés d'expulsion

## Les élus locaux, pas plus que l'État, ne peuvent se dédouaner de leurs responsabilités !

La gravité de la situation de celles et ceux qui n'ont pas de logement a encore franchi un cran. « 2 043 enfants étaient sans solution d'hébergement » fin août selon l'UNICEF France. Ils sont des centaines rien que dans l'agglomération lyonnaise, où le nombre de campements et squats recensés est passé en deux ans de 30 à 80, où déjà 9 écoles sont occupées pour donner un toit à des familles qui n'en ont pas...

Et elles sont de plus en plus nombreuses car :

- la Préfecture n'ouvre pas les places nécessaires d'hébergement d'urgence et multiplie les remises à la rue ;
- le président écologiste de la Métropole de Lyon Bruno Bernard n'hésite plus depuis cet été à abandonner à la rue des mères avec leur bébé en sortie de maternité – ce qu'ont combattu les syndicats de personnels !
- Grand Lyon Habitat - où siègent les élus de sa majorité « de gauche » - a obtenu au tribunal l'expulsion de la centaine de femmes et d'enfants qui, avec le collectif Solidarité entre femmes à la rue, ont trouvé refuge cet été dans un de ses immeubles laissés vides quai Arloing (Lyon 9<sup>e</sup>).

Le collectif Jamais Sans Toit dénonce le fait que « Plus de 30 établissements scolaires seraient concernés par cette remise à la rue massive d'enfants. » Nombre d'entre eux avaient déjà subi en mai les expulsions de deux gymnases, sur ordre du Maire de Lyon écologiste Grégory Doucet et de son adjointe PS Sandrine Runel.

Chacun sait que le gouvernement ultra-réactionnaire Macron-Barnier prépare des coupes de dizaines de milliards d'euros dans les budgets publics et de nouveaux coups contre les immigrés, au mépris de la démocratie.

Mais comment les députés locaux du Nouveau Front Populaire ont-ils pu adresser fin août un courrier à l'État pour lui demander de « mettre à l'abri les familles avec enfants de moins d'un an, en réquisitionnant les logements vacants »... alors que figure parmi eux Mme Runel qui en a fait expulser des dizaines en mai ? Alors qu'à la Métropole leur ami Bruno Bernard fait jeter à la rue mères et enfants ? Alors qu'à la Mairie leur ami Grégory Doucet, avec sa majorité Écologistes-PS-PCF-LFI-Ensemble, continue précisément de refuser d'utiliser son pouvoir de réquisition des logements vacants ?

## Le maire peut, le maire doit réquisitionner les logements vacants !

Il n'y a rien à attendre de Macron et Barnier qui doivent être chassés pour imposer une politique de rupture répondant aux besoins de la population. Mais de ceux qui se sont fait élire en disant vouloir défendre leurs intérêts face à la réaction, travailleurs et jeunes sont en droit d'exiger qu'ils cessent d'être les relais de la politique de Macron.

En janvier et mai dernier, des dizaines de parents et personnels des écoles, avec les militants du PT, des élus PCF et LFI, syndicalistes, militants associatifs... se sont rassemblés devant l'Hôtel de Ville pour exiger du Maire de Lyon : **“Réquisitionnez, maintenant !”**

M. Doucet n'a cessé de s'y refuser en prétextant du risque juridique et du fait que la Ville n'aurait pas assez d'argent pour financer de telles réquisitions. Pourtant ce 26 septembre il présente au Conseil municipal, toute honte bue, une délibération « estimée à 4,5 millions d'euros » pour « faire l'acquisition de bureaux rue Edouard Herriot pour y loger les groupes politiques » (LyonMag) qui disposent déjà de locaux. 4,5 millions : cela permettrait de loger dans des appartements dignes de ce nom au moins 300 familles de quatre personnes pendant un an !

Ça suffit ! **L'unité doit se réaliser sans délai pour imposer au maire qu'il réquisitionne des logements vacants pour mettre à l'abri les familles à la rue !**

Le Parti des travailleurs pour sa part combat pour la confiscation des milliards qui vont à la guerre afin de les allouer aux besoins de la population. Nous n'en faisons pas un préalable. C'est pourquoi nous proposons une rencontre à tous ceux qui sont prêts à s'unir pour porter ensemble l'exigence de réquisition des logements.